SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1847.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1848.

(Voir le N^o 282, session 1846-1847, le N^o 19, session 1847-1848 de la Chambre des Représentants, et le N^o 5 du Sénat.)

MESSIEURS,

La Commission chargée de l'examen du Budget des Affaires Étrangères pour l'exercice de 1848, s'est empressé de s'acquitter de la tâche que le Sénat lui avait imposée. C'est en son nom que j'ai l'honneur de vous présenter le résultat de ses délibérations.

Le désir d'alléger les charges publiques en parvenant à restreindre les dépenses dont l'utilité ne serait pas démontrée est le sentiment qui se présente toujours et en premier lieu à chacun des mandataires de la nation, c'est aussi celui qui doit frapper le Gouvernement, il est donc naturel qu'on ne vote des crédits aussi élevés que ceux demandés pour certaines catégories de fonctionnaires qu'après de sérieuses investigations, c'est une obligation de la législature; aussi votre Commission, malgré l'affirmation qui lui a été donnée que le Budget pour 1849 sera présenté dès les premiers mois de 1848, et qu'alors le Sénat aura plus de temps pour se livrer à son examen, n'aurait pas hésité à vous proposer des réductions, si dans l'état actuel elle en avait reconnu l'utilité et la possibilité.

Avant d'entrer dans des développements ultérieurs, votre Commission pense devoir faire remarquer qu'elle n'a pas cru qu'elle avait mission d'examiner dans ce moment certaines observations relatives aux ressources éventuelles à procurer au Trésor public.

Le Budget soumis à vos délibérations comprend un nouveau chapitre qui formait, les années précédentes, un Budget séparé, celui de la marine; on ne peut qu'applaudir à cette fusion, elle est la conséquence de ce que l'Administration de ces services est sous la direction du même Ministre, et que, quelque intérêt que l'on doive attacher à la bonne direction de ce qui concerne *la marine*, cependant la tâche d'y veiller ne comporte pas en Belgique le besoin d'un chef spécialement et uniquement chargé de cet office.

Les chapitres 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e ne représentent pour ainsi dire aucun changement dans les allocations, elles sont les mêmes qu'aux Budgets précédents et ne paraissent point devoir faire l'objet de remarques spéciales.

Cependant votre Commission pense que le Gouvernement ne saurait porter une attention trop sérieuse sur les moyens d'utiliser les fonds mis à sa disposition pour le service des Consuls; on peut en tirer de grands avantages pour faciliter le placement de nos produits; la nécessité de procurer aux débouchés dont notre commerce et nos industries jouissent déjà, toutes les facilités possi-

bles, comme de s'efforcer d'en créer de nouveaux, est généralement sentie.

Les allocations proposées au chapitre sept doivent être accueillies avec empressement : elles sont toutes d'une importance majeure, car elles ont pour objet de favoriser le développement du commerce, de la navigation et de la pêche nationale, par conséquent de venir en aide à toutes nos industries et d'accroître le bien-être général.

Votre Commission, convaincue que la prospérité du commerce doit exercer la plus heureuse influence sur toutes les branches du travail national, et notamment sur la plus importante de toutes celles qui existent dans notre patrie, sur l'agriculture enfin, sans laquelle nous n'aurions pas, en quelque sorte, d'existence, appelle de tous ses vœux l'attention du Gouvernement sur le bon emploi des crédits qu'elle n'hésite pas à vous proposer de mettre à sa disposition, afin d'atteindre les résultats qu'elle signale.

Elle s'associe aux vues du Ministère pour réclamer le plus attentif et le plus prompt examen des questions qui se rattachent à la formation d'une société d'exportation, à l'établissement de comptoirs de commerce dans les contrées Transatlantiques et dans le Levant, sans se dissimuler combien elles présentent de difficultés et avec quelle prudence on doit procéder pour concilier les intérêts légitimes.

Le chapitre 8, *Marine*, n'exige dans la situation actuelle aucune remarque spéciale sur son utilité, et le parti que l'on doit en tirer; il n'y a pas de majoration de crédit, sinon celle de 12,000 francs pour le service de l'Escaut à Anvers. La nécessité de celui demandé n'est pas contestée; il s'est élevé toutefois la question de savoir si ce service, à raison des dépenses extraordinaires qu'il a entraînées à des époques souvent rapprochées et qu'il est probable qu'il entrainera encore ne devait pas être confié à une entreprise particulière qui pourrait y pourvoir d'une manière plus économique.

Votre Commission croit qu'il est opportun de se livrer à l'examen de cette question et engage le Gouvernement à y donner une solution avant de présenter le Budget de 1849.

Convaincue qu'en toute circonstance il faut procéder avec une sage réserve quand il s'agit d'intérêts aussi graves que ceux qui se lient au Budget soumis à votre sanction, prenant en considération que si des réductions de dépenses sont demandées avec instance il faut qu'elles se concilient avec les exigences que réclament les intérêts bien entendus de notre commerce et la sûreté de notre existence nationale, votre Commission croit devoir émettre le vœu que le Gouvernement du Roi, dont les intentions patriotiques sympathisent avec les nôtres, qui annonce la volonté formelle de faire équilibrer les dépenses et les recettes de l'État, saisisse l'occasion du Budget de 1849 pour opérer dans les dépenses des Affaires Étrangères toutes les réductions qui seront possibles, car ce n'est qu'alors que la nation ne reculera pas devant de nouvelles charges, la nécessité en sera démontrée, *elle se montrera alors comme elle se montrera toujours* et dans toutes les circonstances digne du rang qu'elle a su conquérir dans la grande Société Européenne.

En conséquence, votre Commission a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du Budget tel qu'il a été voté par la Chambre des Représentants.

Le Baron A. DAMINET.
DE ROUILLÉ.

Le Baron DE WAHA.

Le Baron DE MACAR, Rapporteur.